

07 novembre 2022

Alors que la crise climatique et le prix des carburants incitent les habitants des Hauts de France à utiliser les transports en commun, nous apprenons qu'après une période de vacances chaotique pour les TER, la rentrée sera pire encore avec une absence chronique de fiabilité prévue !

La SNCF prévoit finalement plus de suppression de trains que dans le plan d'adaptation qu'elle avait elle-même retirée avant les vacances de Toussaint.

Comment croire à une amélioration annoncée avant Noël alors que depuis des mois, la SNCF ne tient pas ses engagements ?

Après la grogne, c'est maintenant la colère, **légitime, d'usagers lassés des suppressions et retards de trains à répétition.**

Nous attendons toujours une réponse à la demande faite par nos élu.e.s régionaux de lancer un grand plan du ferroviaire avec une revalorisation des conditions de travail et des salaires pour les métiers du train, afin d'attirer nos jeunes vers ces formations.

Les élu.e.s et militant.e.s écologistes n'ont jamais cessé de prôner l'urgence d'investir massivement dans les trains du quotidien, alors qu'il est urgent de favoriser le report modal de la voiture individuelle vers le train, indispensable à la lutte contre le changement climatique.

On ne peut dessiner une solution à cette crise du TER sans désigner clairement les responsabilités :

- D'abord celle de l'État, dont les investissements dans le train sont depuis longtemps parmi les plus faibles en Europe. *Dans la Région, ce sous-investissement chronique a principalement deux effets : l'incapacité pour SNCF Réseau de procéder à des investissements indispensables pour fluidifier et sécuriser le réseau (doublement de lignes sur les axes les plus empruntés, modernisation des postes d'aiguillage, suppressions de passages à niveau...)* ;
- Ensuite, celui de la SNCF, non seulement en raison de son absence de transparence sur la réalité de son engagement dans l'exploitation des lignes, une diminution et parfois une disparition des personnels aux guichets, sans égard aux difficultés d'accès au numérique d'une partie des usagers, et un manque d'anticipation dans le recrutement de conducteurs, cause principale des annulations en série des TER.
- Enfin, celui de la Région quant à l'abandon de certaines lignes, un effort insuffisant quant au matériel roulant, mal adapté aux voyageurs qui travaillent, le manque de wagons au moment des heures de pointe, le manque de place pour les vélos...et la signature d'une convention qui, finalement, sanctionne trop peu la SNCF quand elle ne respecte pas ses engagements.

Quant à la mise en concurrence pour l'exploitation des lignes, qui se traduit dans les faits par une mise en concurrence de deux entreprises financées par l'État, on voit mal comment elle pourra se traduire par une réelle amélioration du service rendu à la population, ne serait-ce que par rapport à l'état du réseau.

Face à ces constats, les écologistes formulent 3 exigences :

1. **Le rétablissement immédiat d'un service fiable des TER « Quoi qu'il en coûte » !**
2. **Un plan ambitieux de 10 milliards par an d'investissements pour la SNCF, fléché sur l'amélioration du réseau desservant les trains du quotidien.**
3. **La mise en place urgente, sous l'impulsion de l'État, de négociations sur les salaires et les conditions de travail des métiers ferroviaires, et particulièrement des personnels roulants, pour faire face aux problèmes de recrutement.**